



**INDEPENDÊNCIA
NACIONAL DE ANGOLA
1975-2025**

Preservar e valorizar as conquistas alcançadas, construindo um futuro melhor

Kwanza News

AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE D'ANGOLA AU ROYAUME DE BELGIQUE,
AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE

BULLETIN FRANÇAIS D'OCTOBRE 2025



Global
Gateway

Global 20
Gateway Forum 25
9-10 October | Brussels



L'ANGOLA APPELLE GLOBAL GATEWAY À SOUTENIR
DAVANTAGE LES INVESTISSEMENTS DURABLES EN
AFRIQUE.

Le président João Lourenço a plaidé en faveur du renforcement des partenariats durables entre l'Afrique et l'Europe lors du Forum Global Gateway 2025, où Ursula von der Leyen a annoncé que le programme avait déjà mobilisé plus de 400 milliards d'euros d'investissements.



L'UE SOUHAITE DYNAMISER LES EXPORTATIONS ET
LAGRICULTURE DURABLE DANS LE CORRIDOR DU LOBITO

L'Union européenne va soutenir le commerce dans le corridor de Lobito en simplifiant les formalités douanières et en renforçant les institutions locales afin de faciliter l'accès aux matières premières, d'accroître les exportations et de promouvoir une agriculture durable. Le projet à rapprocher les entreprises européennes et africaines et à encourager de nouveaux investissements.



**L'ANGOLA PARTENAIRE CLÉ
DE L'UNION FORUM GLOBAL
GATEWAY 2025 EURO PÉENNE AU
FORUM GLOBAL GATEWAY 2025**

Message de l'ambassadeur

Mesdames et Messieurs

Nous vivons une période de défis, mais également riche en opportunités.



C'est avec un beaucoup de plaisir que je m'adresse aux lecteurs de ce bulletin, en tant qu'ambassadeur d'Angola résidant à Bruxelles, et je m'engage à œuvrer pour le renforcement d'excellentes relations avec tous les secteurs nationaux et internationaux.

Chaque page de ce bulletin est donc une invitation à mieux connaître l'Angola, un pays en développement, d'une beauté singulière et au peuple résilient, et surtout un appel à contribuer au progrès des infrastructures et au développement humain de notre pays. L'Angola compte sur la collaboration de la communauté internationale, non seu-

lement en termes de ressources, mais surtout en termes de valeurs et de pratiques qui ajoutent de la valeur à sa croissance durable.

Je crois profondément que le succès de toute nation réside dans sa capacité à unir les efforts des secteurs public et privé, en créant des synergies qui stimulent le développement économique, l'innovation et la justice sociale.

Ensemble, nous pouvons cultiver un environnement de dialogue constructif, renforcer la confiance dans les institutions et promouvoir des investissements qui favorisent l'inclusion, la durabilité et le bien-être de nos communautés.

Avec mes sincères salutations,

Edgar Brandão Gaspar Martins

Ambassadeur de la République d'Angola au Royaume de Belgique, au Grand-Duché de Luxembourg et auprès de l'Union européenne



**INDEPENDÊNCIA
NACIONAL DE ANGOLA
1975-2025**

Preservar e valorizar as conquistas
alcançadas, construindo um futuro melhor





Président João Lourenço, Président de l'Angola et de l'Union africaine - À la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen

Le président João Lourenço plaide pour le renforcement des partenariats durables entre l'Afrique et l'Europe lors du Forum Global Gateway 2025

Le président de la République d'Angola et président en exercice de l'Union africaine, João Manuel Gonçalves Lourenço, a participé à Bruxelles à la deuxième édition du Forum Global Gateway, une initiative de l'Union européenne qui vise à promouvoir le développement durable et le progrès mondial par des actions communes et des investissements stratégiques.

Le Forum Global Gateway a pour objectif de mobiliser 300 milliards d'euros destinés au financement de projets structurels dans différentes régions du monde, en mettant l'accent sur les pays du Sud, en soutenant les programmes proposés par les gouvernements et les blocs régionaux qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Dans son discours, le chef de l'État

angolais a souligné le rôle central du partenariat entre l'Union africaine et l'Union européenne, qui compte déjà 25 ans de coopération stratégique, soulignant que le Global Gateway constitue un instrument fondamental pour transformer les opportunités en résultats concrets, grâce à une coopération renforcée, basée sur la confiance mutuelle et une vision stratégique commune.

Le président João Lourenço a défendu la nécessité d'améliorer les modèles de coopération et de consolider les mécanismes de solidarité afin de renforcer les liens entre les peuples, les économies et les institutions africaines et européennes.

Il a également souligné que le Forum représente

« une nouvelle occasion de jeter des ponts, de partager les res-

ponsabilités et de transformer les défis en nouvelles perspectives, dans un monde de plus en plus interdépendant ».

Au cours de son intervention, le président angolais a mis en avant les priorités du continent africain, à savoir l'industrialisation, la création d'emplois décents pour les jeunes, la transformation locale des ressources naturelles et le renforcement de la compétitivité des économies africaines.

Dans ce contexte, il a annoncé la tenue, ce mois-ci à Luanda, du Sommet sur le financement du développement des infrastructures en Afrique, sous le slogan « Capital, corridors, commerce : investir dans les infrastructures pour la zone de libre-échange continentale africaine et la prospérité partagée ».

Parmi les projets structurels majeurs,

le chef de l'État a souligné le corridor de Lobito, en raison de son potentiel à stimuler le développement économique et social de l'Angola et de la région de l'Afrique australe, en favorisant l'intégration régionale et en renforçant le commerce intra-africain et international.

Le président João Lourenço a également souligné l'importance de renforcer la coopération dans les secteurs de la santé, de l'énergie, de l'éducation et de la transition numérique, en mettant par-

ticulièrement l'accent sur la production locale de vaccins et de médicaments, le développement des capacités techniques et la formation de la jeunesse africaine, qui représente 60 % de la population du continent.

En conclusion de son intervention, le chef de l'État a réaffirmé l'engagement de l'Angola et de l'Union africaine à travailler avec tous les partenaires internationaux pour que le Global Gateway s'impose comme une plateforme transformatrice

et inclusive, promotrice de l'industrialisation, de la connectivité mondiale et de la prospérité partagée.

« Le Global Gateway doit s'affirmer comme un véritable tournant dans les relations internationales, fondé sur des résultats concrets et axé sur la création d'opportunités durables pour nos peuples », a déclaré le président João Lourenço.







Président João Lourenço, Président de l'Angola et de l'Union africaine - À la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen

Le Forum Global Gateway dépasse son objectif et mobilise plus de 400 milliards d'euros d'investissements

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé jeudi que le programme Global Gateway avait dépassé son objectif initial de 300 milliards d'euros, ayant déjà mobilisé plus de 400 milliards d'euros pour financer des projets d'infrastructures durables dans les pays partenaires.

L'annonce a été faite lors de la deuxième édition du Forum Global Gateway, qui s'est tenue à Bruxelles et a réuni des chefs d'état et de gouvernements, des dirigeants d'institutions financières internationales, des entrepreneurs et des représentants de la société civile de différentes régions du monde. Parmi les participants figurait le président de la République d'Angola et président en exercice de l'Union africaine, João Lourenço, qui a plaidé en faveur d'un ave-

nir commun entre l'Afrique et l'Union européenne.

Lancée en 2021, l'initiative Global Gateway vise à promouvoir des investissements de haute qualité dans des domaines tels que l'énergie, la numérisation, les transports, l'éducation et la santé, en renforçant les partenariats stratégiques de l'Union européenne avec d'autres régions. L'objectif initial était de mobiliser 300 milliards d'euros d'ici 2027, mais le volume des engagements a déjà dépassé les attentes, reflétant l'intérêt croissant pour cette initiative à l'échelle mondiale.

Au cours de son discours, Ursula von der Leyen a souligné l'importance de construire des réseaux mondiaux de développement qui favorisent la prospérité partagée et une croissance équilibrée. Elle a cité le corridor de Lobito comme un exemple emblématique de cette approche.

Von der Leyen a décrit le corridor de Lobito, en Angola, comme un « investissement stratégique tant pour l'Union européenne que pour l'Afrique », soulignant que le projet représente « bien plus que des infrastructures ».

« Il s'agit de matières premières essentielles, vitales pour nos industries stratégiques, non seulement pour les besoins de l'Europe, mais aussi pour la transformation locale et la valeur ajoutée. Le corridor de Lobito est un investissement stratégique pour l'Europe et pour nos partenaires africains », a-t-elle déclaré.

La présidente a également souligné que cette route, qui relie la côte atlantique de l'Angola aux régions minières de la Zambie et de la République démocratique du Congo (RDC), réduira le temps de transport du centre du continent au port de 45 jours à seulement une semaine et re-

tirera 5 000 camions lourds des routes, contribuant ainsi à la réduction des émissions de carbone.

Le projet mobilise plus d'un milliard d'euros, non seulement pour les chemins de fer et les routes, mais aussi pour les chaînes de valeur agricoles, les centres logistiques modernes et la formation professionnelle en Angola, en RDC et en Zambie, dans le but de garantir que les populations locales bénéficient de nouveaux emplois et opportunités.

Von der Leyen a déclaré que Global Gateway représente une « nouvelle approche de l'Union européenne en matière de coopération internationale », fondée sur la durabilité, la transparence et les avantages mutuels.

Le forum annuel renforce le rôle de l'Union européenne en tant que partenaire du développement durable, en promouvant des solutions de financement innovantes visant à réduire les inégalités mondiales et à renforcer les économies émergentes.

Un investissement de 15 millions d'euros soutient la plateforme logistique de Caála dans le cadre du Forum Global Gateway 2025

Le fonds d'investissement public néerlandais Invest International a garanti 15 millions d'euros pour la mise en œuvre de la plateforme logistique de Caála, fruit d'un partenariat entre le gouvernement angolais et le Royaume des Pays-Bas.

L'instrument confirmant la mise à disposition des fonds, prévus à partir de 2026 pour financer le futur opérateur néerlandais de la plateforme, a été remis à Catarino Fontes Pereira, président du conseil d'administration de Agence de Régulation de la Certification du Fret et de la Logistique de l'Angola (ARCCLA), par la directrice générale d'Invest International, Melanie Geesteranus. La cérémonie s'est déroulée en présence du vice-ministre néerlandais de la Coopération internationale, Steven Collet, du secrétaire d'État angolais aux Transports terrestres, Jorge Bengue Calumbo, et du président du conseil d'administration de Agence de Facilitation du Transit et des Transports du Couloir de Lobito (AFTTCL), Amadeu Leitão Nunes, en marge du Forum Global Gateway 2025.

Le projet comprendra des structures pour la réception, le calibrage, la conservation et le stockage de produits agricoles et industriels, y compris un embranchement ferroviaire de 750 mètres, des entrepôts de marchandises sèches, des silos, des conteneurs et une capacité pour deux trains de 25 wagons chacun.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'extension du programme du corridor de Lobito, qui comprend également une dotation de 50 millions d'euros de la Commission européenne pour soutenir le développement du secteur agricole le long du corridor. Le programme vise à renforcer la production, la distribution et l'investissement dans les principales chaînes de valeur agricole en Angola.

La plateforme, qui vise à accélérer la mise en œuvre d'un autre projet logistique crucial pour le corridor de Lobito, s'ajoute à d'autres initiatives en cours visant à dynamiser cette importante infrastructure logistique, qui permettra à l'Angola d'exporter des avocats et d'autres fruits tropicaux à partir de ce corridor de développement régional. Avec un coût de mise

en œuvre estimé à environ 35 millions de dollars, plus de la moitié de l'investissement pour la mise en œuvre de la plateforme logistique de Caála est assuré par le projet Diversifica Mais, financé par la Banque mondiale.

ARCCLA est un organisme de réglementation qui a pour objectif de réglementer, contrôler et superviser les activités logistiques et les questions connexes, et de faciliter la création d'un réseau logistique optimisé afin de stimuler la production nationale et la diversification de l'économie angolaise.

Invest International est une institution financière publique-privée placée sous la tutelle du ministère des Finances et de la Banque néerlandaise de développement, fondée en 2021 pour soutenir les entreprises néerlandaises et les filiales néerlandaises qui cherchent à se développer à l'international, en aidant les entreprises du Royaume des Pays-Bas et les gouvernements partenaires à trouver des solutions de financement international.





80

Building
Our Future
Together



Le président de la République d'Angola défend la réforme de l'ONU et exige une voix pour l'Afrique au Conseil de sécurité



Dans son discours prononcé lors de la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le président angolais, João Manuel Gonçalves Lourenço, a condamné les violations du droit international, critiqué l'inaction de la communauté internationale face aux conflits mondiaux et appelé au renforcement du multilatéralisme et de la justice mondiale.

Le président de la République d'Angola, João Lourenço, s'est exprimé cette semaine devant l'Assemblée générale des Nations unies, en sa qualité de chef d'État et de président pro tempore de l'Union africaine, abordant les principaux défis mondiaux et plaident en faveur d'une réforme en profondeur de l'ONU, en soulignant la nécessité de donner une plus grande représentativité au continent africain.

Au cours de son intervention, Lourenço a souligné que, 80 ans après la création de l'ONU, l'organisation reste essentielle pour le maintien de la paix, la

défense des droits de l'homme et le développement mondial. Il a toutefois averti que le système multilatéral était confronté à une crise d'efficacité et de crédibilité, aggravée par les tensions croissantes entre les puissances mondiales et l'incapacité à répondre aux conflits armés et aux violations du droit international.

L'homme d'État angolais a plaidé en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, conformément à la position commune africaine consacrée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, qui prévoient deux sièges permanents et cinq sièges non permanents

pour l'Afrique. « Sans cette mesure, il sera difficile de concrétiser le Pacte pour l'ave-



nir et de construire une ONU plus démocratique et plus équilibrée », a-t-il déclaré.



Presidente João Lourenço, Presidente de Angola e da União Africana

Conflits et violations de la souveraineté

Lourenço a critiqué l'attitude passive de la communauté internationale face à l'agression contre des pays souverains, à l'annexion de territoires et à l'instabilité fomentée dans plusieurs régions du monde. Il a cité comme exemples préoccupants le conflit au Moyen-Orient, la guerre en Ukraine et l'exclusion de la Palestine de la présente session de l'ONU, qualifiée de « signe négatif qui encourage le génocide et affaiblit les efforts de paix ».

Abordant la situation en Palestine, le président a réaffirmé le droit des Palestiniens à un État indépendant et a condamné les actions militaires d'Israël à Gaza comme étant disproportionnées.

« Nous ne pouvons pas confondre le peuple palestinien avec le Hamas. Il n'y a pas de peuples ni d'enfants terroristes », a-t-il souligné.

Il a également critiqué les sanctions jugées injustes, telles que l'embargo prolongé contre Cuba et les mesures unilatérales contre le Zimbabwe et le Venezuela, les qualifiant de punitives et inefficaces, qui ne font qu'aggraver les souffrances des peuples.

L'Angola, médiateur de paix en Afrique

Lourenço a souligné le rôle de l'Angola dans la médiation des conflits en Afrique, notamment dans la région du Sahel, au Sou-

dan et dans l'est de la République démocratique du Congo. Tout en reconnaissant que les solutions de paix pour la RDC ne se sont pas concrétisées comme prévu d'ici décembre 2024, il a assuré qu'elles restaient valables et servaient de base à de nouveaux efforts diplomatiques.

Crise climatique et justice environnementale

Le président angolais a également attiré l'attention sur la gravité de la crise climatique, qu'il a qualifiée de « plus grande menace existentielle de notre époque ». Il a souligné que les pays en développement, en particulier en Afrique, sont les plus touchés, bien qu'ils contribuent peu aux émissions de gaz à effet de serre.

Il a défendu la responsabilité historique des pays industrialisés, qui doivent garantir un financement climatique équitable, le transfert de technologies et le soutien à l'atténuation et à l'adaptation dans les pays les plus vulnérables. Il a réitéré l'engagement de l'Angola envers l'Accord de Paris, l'Agenda 2030 des Nations unies et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Appel à l'action des Nations Unies

Le président João Lourenço a appelé la communauté internationale à préserver l'ONU en l'adaptant aux défis contemporains, et a souligné l'urgence d'un multilatéralisme efficace, fondé sur le dialogue, la solidarité et la justice. « Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons éviter une escalade mondiale aux conséquences imprévisibles. L'ONU doit renaître en tant qu'entité de gouvernance mondiale active et crédible », a-t-il conclu.



80e session de l'Assemblée générale des Nations unies



Angola/Luanda

Luanda se prépare à accueillir le sommet UA-UE 2025 : une opportunité stratégique pour l'Afrique et l'Europe

La capitale de la République d'Angola, Luanda, accueillera les 24 et 25 novembre 2025 le 7e sommet Union africaine-Union européenne (UA-UE), une rencontre considérée comme décisive pour redéfinir les orientations du partenariat entre les deux continents dans un contexte mondial en rapide mutation.

Cet événement revêt une importance historique, car c'est la première fois que l'Angola accueille le sommet tout en exerçant la présidence de l'Union africaine. Cette double fonction fait de Luanda l'épicentre du dialogue intercontinental tant politique qu'économique, renforçant le rôle du pays en tant que voix influente, capable d'articuler les intérêts africains et de promouvoir des solutions communes,

dans la construction d'un partenariat renouvelé entre l'Afrique et l'Europe.

Ce sommet se tient à un moment marqué par des débats sur la transition énergétique, la reconfiguration des chaînes de valeur et la nécessité d'investir dans des infrastructures durables. On espère que cette réunion permettra d'aligner les priorités politiques et économiques entre l'Afrique et l'Europe, renforçant ainsi les liens dans un contexte de défis géopolitiques croissants.

L'agenda du sommet reflète les grands débats globaux du moment : industrialisation verte, financement au développement, transition numérique, sécurité alimentaire, paix et sécurité. Des questions

qui, au-delà d'être structurantes, ont des implications directes sur la compétitivité des économies africaines et sur la résilience de l'Europe dans un contexte d'incertitude géopolitique croissante. Pour l'Union européenne, il s'agit de consolider un "partenariat d'égaux", de diversifier l'accès aux matières premières critiques et d'assurer des avancées dans la double transition verte et numérique. Pour l'Union africaine, l'accent est mis sur la mobilisation des ressources, le renforcement de la capacité productive et la promotion de l'intégration continentale.

Angola Partenaire Central de L'Europe

Dans ce cadre, l'Angola assume un rôle particulièrement pertinent. En tant qu'économie en transition, qui cherche à réduire sa dépendance aux hydrocarbures et à progresser vers une diversification productive robuste, il se présente comme un partenaire stratégique de l'Europe sur plusieurs axes.

Le pays a entrepris des réformes dans l'environnement des affaires, la modernisation du cadre juridique pour les investissements privés et des politiques d'encouragement au secteur productif, des éléments qui renforcent son attractivité auprès des investisseurs internationaux. Avec une économie en cours de diversification, l'Angola se positionne comme un partenaire stratégique dans ce nouveau cycle de coopération entre l'Afrique et

l'Europe. Le pays concentre entre 7 % et 8 % de l'investissement direct européen sur le continent et cherche à renforcer son attractivité à travers la consolidation des réformes dans l'environnement des affaires, la modernisation du cadre légal et la création d'incitations pour le secteur productif.

Dans ce contexte, l'Accord de Facilitation de l'Investissement Durable (SIFA), signé avec l'Union européenne, se distingue comme un élément central de la stratégie angolaise pour attirer des capitaux étrangers et promouvoir le développement durable. Luanda cherche désormais à assurer des garanties de prévisibilité réglementaire, des incitations spécifiques et protection dans les domaines fiscal, environnemental et technologique.

La négociation prend encore plus d'importance face à la possible perte, en 2027, du statut de Pays Moins Avancé (PMA), ce qui pourrait modifier les régimes tarifaires préférentiels avec l'Union Européenne.

Dans ce contexte, le Sommet revêt une encore plus grande importance pour l'Angola. Le pays devra négocier, dès maintenant, des mécanismes qui garantissent le maintien de son attractivité et l'accès aux marchés, anticipant les impacts futurs possibles. La stratégie consiste à établir de nouveaux accords de partenariat économique et à garantir une transition graduelle et équilibrée dans la relation avec l'Union Européenne.

INFRASTRUCTURES ET ÉNERGIE COMME ATOUTS

Dans le domaine économique, l'Angola a les conditions pour se positionner comme un fournisseur sûr de matières premières stratégiques, tout en misant sur le développement de chaînes de valeur locales et sur l'expansion d'infrastructures clés, comme le Corridor de Lobito. Le projet est considéré comme essentiel pour intégrer les économies de l'Afrique Australe et Centrale, et dynamiser le commerce dans le cadre de la Zone de Libre Échange Continental Africaine (AfCFTA), avec un potentiel de création d'emplois qualifiés et d'élargissement des exportations de produits transformés. Dans le secteur énergétique, le pays combine l'abondance de ressources fossiles avec un fort potentiel en renouvelables comme le solaire, l'hydroélectrique et l'éolien, des facteurs qui renforcent son rôle en tant que partenaire stratégique de l'Europe dans l'agenda de la sécurité énergétique et de la transition vers la décarbonisation.

renforcent son rôle en tant que partenaire stratégique de l'Europe dans l'agenda de sécurité énergétique et de transition vers la décarbonisation.



RÔLE DIPLOMATIQUE EN ASCENSION.

La dimension politique est également stratégique. L'Angola a élargi son rôle dans la médiation des conflits en Afrique centrale et austral, contribuant ainsi à la stabilité régionale, facteur essentiel pour attirer des investissements durables. En articulant des efforts diplomatiques, économiques et de sécurité, le pays se consolide comme un interlocuteur de référence entre l'Afrique et l'Europe, renforçant sa crédibilité en tant qu'acteur de paix et de stabilité et pouvant influencer de manière constructive la mise en œuvre des décisions du sommet.

Dans le secteur énergétique, le pays combine l'abondance de ressources fossiles avec un fort potentiel dans les énergies renouvelables telles que le solaire, l'hydraulique et l'éolien, des facteurs qui



UN SOMMET AU-DELÀ DE LA DIPLOMATIE

Plus qu'une rencontre politique, le Sommet UA-UE 2025 se présente non seulement comme un événement diplomatique, mais aussi comme une opportunité stratégique pour aligner les intérêts. Pour l'Angola, la rencontre représente une opportunité de consolider des réformes internes, d'attirer des financements pour des projets structurants et de renforcer son image internationale en tant que pôle de stabilité et de croissance sur le continent africain.



Le corridor de Lobito renforce l'intégration économique de l'Afrique australe



Le projet de développement du corridor de Lobito, évalué à environ trois milliards de dollars, est promu par la Banque africaine de développement (BAD), l'Africa Finance Corporation (AFC), les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne. L'initiative concerne l'Angola, la République démocratique du Congo (RDC) et la Zambie, se consolidant comme un axe stratégique pour le commerce régional.

L'infrastructure fait partie du Partenariat pour les Infrastructures et les Investissements (PGI), dirigé par les États-Unis et le G7, qui prévoit de mobiliser 600 milliards de dollars en cinq ans pour les pays à revenu moyen et faible.

Avec un investissement initial de 390 millions de dollars, le corridor prévoit la réhabilitation de la ligne ferroviaire reliant l'Angola à la RDC et à la Zambie.

La modernisation permettra de réduire le temps de transport de marchandises de 45 jours pour moins d'une semaine, transformant le port de Lobito en un centre logistique crucial pour l'évacuation des ressources minérales de la région vers les marchés internationaux.

Le plan comprend également des améliorations des routes, la construction de ponts ruraux et le renforcement de la capacité institutionnelle et technique.

L'objectif est de créer des bases solides pour une croissance économique durable et de positionner l'Angola comme un lien central dans l'intégration de l'Afrique australe.

La concession de l'exploitation ferroviaire a été attribuée au consortium Lobito Atlantic Railway, composé des entreprises Mota-Engil, Trafigura et Vecturis. Le groupe gérera le transport de marchandises entre Lobito et Luau pendant 30 ans - période pouvant être prolongée jusqu'à

50 ans si la ligne Luacano (Moxico)–Jimbe (Zambie) est construite.

Selon le ministère des Transports, le contrat, basé sur le décret présidentiel n° 205/21, prévoit un revenu total de plus de 2 milliards de dollars pour l'État angolais.

Ce montant sera réparti en trois phases : 319 millions au cours des dix premières années, 797 millions entre la 11e et la 20e, et 919 millions au cours des dix dernières années de la concession.

Le consortium s'engage à investir 256 millions de dollars dans les infrastructures, 73 millions dans les équipements et le matériel roulant et 4,3 millions dans des activités complémentaires.

Les prévisions de charge indiquent 1 678 tonnes la cinquième année, 2 982 la dixième et presque 5 000 tonnes la vingtième année d'opération. Tout au long de la période de concession, on estime la création de 1 600 emplois directs, en plus de la dynamisation de secteurs tels que l'agriculture et l'exploitation minière, fortement dépendants de la chaîne logistique.

La Société Financière Internationale (SFI) participe également au projet, agissant en tant que catalyseur de financement privé et encourageant l'embauche d'entreprises locales pour des services de transport et de logistique. Avec le soutien financier international et l'expertise technique du consortium, le Corridor de Lobito prend de l'ampleur en tant que route stratégique de transport et de développement économique pour l'Angola et les pays voisins, renforçant la compétitivité de la région sur les marchés mondiaux.

Le corridor de Lobito consolide la position régionale de l'Angola

Le corridor de Lobito se consolide comme l'un des principaux moteurs de dynamisation économique de l'Angola et de la région de l'Afrique Australe. L'infrastructure offre une route stratégique alternative pour les exportations de la Zambie et de la République Démocratique du Congo (RDC), tout en stimulant les investissements dans les provinces de Benguela, Huambo, Bié et Moxico, traversées par le Chemin de Fer de Benguela (CFB).

Selon des données officielles, environ 40 % de la population angolaise vit dans ces régions, qui bénéficient maintenant de plus grandes opportunités pour le développement de l'agriculture, du commerce et des petites entreprises liées au transport

ferroviaire. La ligne ferroviaire constitue également une alternative compétitive au transport routier, s'alignant avec le programme gouvernemental "Diversifie Plus", qui vise à réduire la dépendance du pays vis-à-vis du secteur pétrolier.

Le gouvernement angolais et ses partenaires internationaux ont déjà investi plus de deux milliards de dollars dans la modernisation des infrastructures et l'acquisition de nouveaux moyens de transport, une mesure qui promet d'accélérer le transport de marchandises et de renforcer l'intégration économique avec les pays voisins. Parmi les projets futurs, on distingue l'étude de faisabilité pour la construction d'une ligne de chemin de fer de 259 kilomètres, reliant la municipalité de

Ruacano (Moxico) à la frontière de Jimbe, en Zambie.

La récupération des voies ferrées en Zambie et en RDC est considérée comme une étape essentielle pour assurer la connexion complète avec le CFB, dans la zone frontalière de Luau, et revitaliser le transport de minéraux jusqu'au port de Lobito.

Avec l'itinéraire le plus court pour l'évacuation des richesses minérales de la Zambie et de la RDC vers l'Atlantique, le Corridor de Lobito positionne l'Angola comme un acteur clé dans la logistique régionale et comme une plateforme stratégique de liaison avec les marchés mondiaux.



Le corridor de Lobito se présente comme une alternative compétitive au transport routier

Le Corridor de Lobito s'affirme comme une option ferroviaire concurrentielle par rapport au transport routier, promettant de réduire les tarifs de fret et de créer des conditions pour le développement de petites entreprises le long de la ligne ferroviaire.

Des études indiquent que l'exploi-

tation du corridor pourrait représenter une contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) angolais estimée entre 1,6 et 3,4 milliards de dollars, tout en stimulant la croissance locale et régionale dans les zones traversées par le Chemin de Fer de Benguela (CFB). Composé essentiellement du CFB et du Port Commercial de

Lobito, le projet se prépare à faire face à une augmentation significative du trafic de fret, positionnant l'Angola comme une plateforme logistique stratégique de l'Afrique australe.



Infrastructure clé, le corridor de Lobito repositionne l'Angola sur l'échiquier régional

Le corridor de Lobito, qui s'étend depuis le port de Lobito, dans l'océan Atlantique, jusqu'à la frontière est de l'Angola, traverse les provinces de Benguela, Huambo, Bié et Moxico, reliant directement 40 % de la population angolaise et stimulant des investissements significatifs dans les secteurs de l'agriculture et du commerce.

L'infrastructure ferroviaire couvre 1 344 kilomètres,

jusqu'à Luau (Moxico), point de connexion avec la République Démocratique du Congo (RDC), et permet l'accès aux régions riches en minéraux de Katanga (RDC) et Copperbelt (Zambie). En offrant la route la plus courte entre ces zones minières et un port maritime, le corridor s'est affirmé comme une alternative stratégique pour l'évacuation des minéraux et d'autres produits pour les marchés mondiaux.

Le projet suscite un intérêt croissant de la part des investisseurs privés et s'intègre au Partenariat pour les Infrastructures et les Investissements mondiaux, une initiative qui renforce le rôle du corridor dans la dynamisation économique régionale.

En plus de l'angle minier, le corridor est perçu comme un levier pour la diversification de l'économie angolaise. Les provinces qu'il traverse

possèdent un fort potentiel agricole, en mettant l'accent sur des chaînes de valeur liées à la production de céréales comme le maïs, le soja, le blé et le riz, ainsi que des tubercules, des haricots, des légumes et des fruits. En combinant une vocation agricole et un lien avec les principales mines de la région, le Corridor du Lobito se positionne comme un élément clé pour le développement économique dura-

ble de l'Angola et de l'Afrique australe.

Le corridor du Lobito s'impose comme une route stratégique pour les exportations de l'Afrique australe

Le Corridor de Lobito, une infrastructure reliant le port de Lobito, dans la province de Benguela (Angola), à la République démocratique du

Congo (RDC) et à la Zambie, se positionne comme l'un des principaux axes d'écoulement de minéraux et de promotion de l'agro-industrie dans la région. Internationalement connu sous le nom de « route des deux océans », le corridor établit une connexion terrestre entre l'Atlantique et l'océan Indien, offrant aux pays sans accès à la mer, comme la Zambie et la RDC, une alternative plus courte et compétitive pour atteindre les marchés d'exportation. Avec une longueur ferroviaire de 1 866 kilomètres dont 1 344 sur le territoire angolais, la ligne traverse les provinces de Benguela, Huambo, Bié et Moxico, jusqu'à atteindre les frontières avec la RDC et la

Zambie. Le trajet connecte directement des régions riches en ressources minérales, comme le Katanga (RDC) et le Copperbelt (Zambie), renforçant le rôle de l'Angola en tant que point stratégique pour le commerce régional et international.



Le port de Lobito mise sur la modernisation pour devenir une référence régionale

Le port commercial de Lobito, dans la province de Benguela, avance avec des investissements de grande envergure pour se transformer en port de maîtrise. Le nouveau modèle prévoit que la gestion publique, y compris le mouvement des passagers et des produits commerciaux, soit sous la responsabilité de l'Autorité portuaire, tandis que le secteur privé assumera, par concession, l'exploitation des infrastructures.

Considéré comme l'une des principales portes d'entrée et de

sortie de marchandises en Angola, le port de Lobito dispose de terminaux spécialisés, dont un terminal polyvalent pour le fret général et conteneurisé, le terminal minéralier et le port sec. Au total, l'infrastructure occupe une superficie de 200 000 mètres carrés et a la capacité de traiter 3,6 millions de tonnes par an.

Outre le port sec, l'unité dispose également de six terminaux supplémentaires, renforçant ainsi sa vocation à s'imposer comme l'un des principaux pôles logistiques d'Afrique australe.

Le gouvernement angolais prépare un concours international pour l'octroi du Corridor Sud

Le gouvernement angolais a annoncé qu'il lancera, dans les 60 prochains jours, un appel d'offres international pour la concession du chemin de fer de Moçâmedes (CFM), également connu sous le nom de couloir sud. L'initiative fait partie du programme national de développement ferroviaire 2023-2027 et vise à attirer

des investissements publics et privés pour la modernisation de l'infrastructure logistique du pays. La concession comprendra la gestion, l'exploitation et l'entretien intégral de la ligne ferroviaire reliant la province de Huíla au port de Namibe, ainsi que la possibilité d'une extension de la ligne jusqu'à la frontière avec la République de Namibie. Le projet comprend également la requalification et l'élargisse-

ment du port de Namibe, qui devrait être transformé en une plateforme logistique régionale moderne.

Selon le Plan de Dé-

veloppement National du Secteur des Transports et des Infrastructures Routières (PDNSTIR), des investissements d'environ 12,2 milliards de dollars (soit environ 10,34 milliards d'euros) sont prévus pour le développement de connexions ferroviaires nationales et transafricaines. Les ressources doivent être mobilisées par le biais d'un financement mixte, impliquant des capitaux publics et privés. Le Corridor Sud fait partie d'une stratégie plus large de l'Exécutif pour revitaliser le système ferroviaire national. En plus de la CFM, le plan prévoit des concessions sur les lignes des Chemins de Fer de Benguela

(CFB) et des Chemins de Fer de Luanda (CFL). Le CFB est déjà géré par l'opérateur Lobito Atlantic Railway, dans le cadre du Corridor de Lobito.

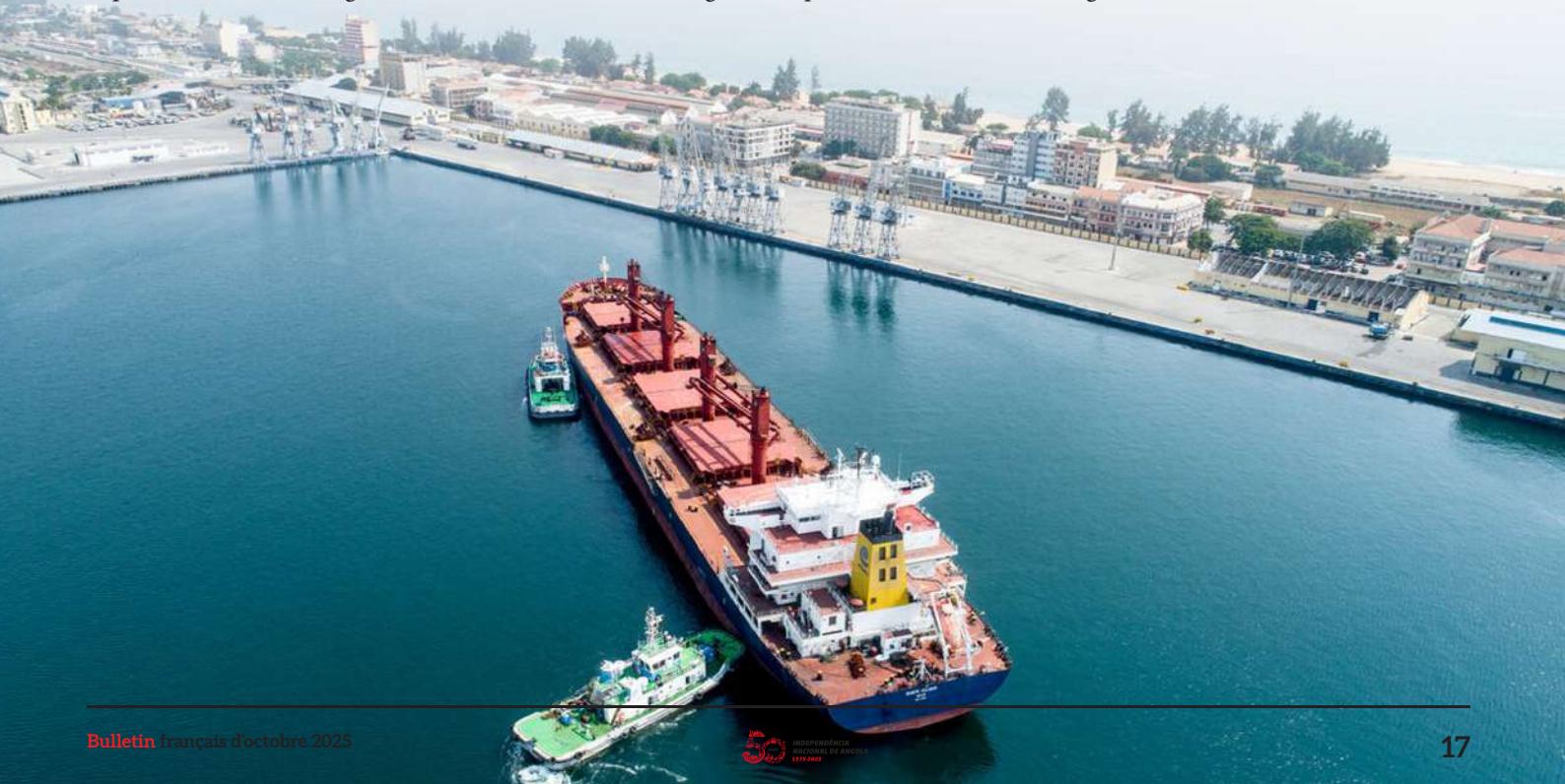
Selon le gouvernement, cette initiative vise à diversifier l'économie angolaise, actuellement dépendante du secteur pétrolier, en stimulant le développement industriel et minier, notamment dans le sud du pays

L'Angola et la Namibie ont signé des accords bilatéraux visant à faciliter le transport de marchandises et de passagers dans les zones frontalières. Dans le cadre de cet effort d'intégration régionale, les deux pays seront reliés par une extension du chemin de fer de Moçâmedes (CFM), une nouvelle ligne de 275 kilomètres qui reliera la ville de Lubango,

dans la province de Huíla, au poste frontière de Santa Clara, dans la province de Cunene, jetant ainsi les bases d'une future liaison ferroviaire entre les deux États.

L'Angola a déjà conclu un accord bilatéral dans le domaine de la facilitation de la circulation des transports, tant pour les marchandises que pour les passagers, dans les deux zones frontalières entre l'Angola et la Namibie.

Les informations détaillées seront disponibles sur le portail officiel du gouvernement de la République d'Angola et du ministère des Transports, où les détails techniques et les délais concernant le processus de concession seront publiés. (<https://min-trans-tenders.ao>).



L'Angola parie sur la diversification économique pour réduire sa dépendance au pétrole



Angola a progressé dans la construction d'une économie plus diversifiée et durable, réduisant progressivement sa dépendance historique au pétrole, qui représente encore plus de 90 % des exportations et une grande partie des recettes fiscales du pays. La stratégie fait partie du plan à long terme du gouvernement, connu sous le nom de "Angola 2050", qui définit des priorités pour le développement économique et social de la nation.

L'accent de la stratégie est mis sur l'expansion de secteurs tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'industrie manufacturière, les ressources minérales, le tourisme, les énergies renouvelables et l'économie numérique. L'objectif est de créer un environnement propice à la création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes, d'améliorer la gestion des dépenses publiques et de soutenir des politiques inclusives orientées vers les communautés les plus vulnérables.

Le Plan National de Développement (PND 2023-2027) fixe des objectifs concrets pour atteindre cette diversification. Parmi les instruments stratégiques, on distingue les suivants:

L'agriculture comme moteur économique : Le PND privilégie la production agricole et agroindustrielle, cherchant à réduire la dépendance aux importations de nourriture comme le riz, le maïs, les haricots, le blé et l'orange. Le PRODESI (Programme de Soutien à la Production, Diversification des Exportations et Substitution des Importations) encourage les investissements privés et publics dans le secteur.

Investissement dans la production agricole: Les fermes d'État abandonnées ont été réhabilitées et remises à des privés, tandis que de grands projets agroindustriels, comme le Projet Aldeia Nova (Waku Kungo), stimulent la production d'œufs, de poulets, de riz et de café. Les partenariats public-privé attirent également des investissements étrangers.

Infrastructure et soutien financier : Le gouvernement met à disposition des programmes de crédit agricole, comme le PAC (Programme de Soutien au Crédit), et investit dans des routes secondaires et tertiaires, en plus de créer des zones de développement agricole et des pôles agroindustriels régionaux.

Modernisation et technologie : Le pays parie sur la mécanisation agricole, Le pays investit dans la mécanisation agricole, l'utilisation d'engrais et de semences améliorées, ainsi que dans des programmes de formation des agriculteurs pour accroître la productivité et la compétitivité.

Marchés et exportation : L'Angola cherche à renforcer les chaînes de production internes et à augmenter l'offre de produits pour la consommation nationale et l'exportation, y compris le café, la banane, le manioc et l'ananas, en réduisant la dépendance aux importations et en diversifiant les recettes extérieures.

Malgré les progrès réalisés, le gouvernement reconnaît l'existence de défis importants, tels que la dépendance aux intrants importés, les limitations de stockage et de transport, la faible productivité des exploitations familiales et les difficultés logistiques en milieu rural.

Les politiques de diversification économique reflètent la détermination de l'Angola à bâtir une économie résiliente et durable, prête à relever les défis futurs et à accroître sa compétitivité internationale.



L'Angola célèbre 50 ans d'indépendance : réalisations, déficits et perspectives de son avenir

Le 11 novembre 1975, l'Angola a hissé son drapeau tricolore et proclamé sa souveraineté. Aujourd'hui, cinq décennies plus tard, le pays célèbre un demi-siècle d'indépendance, avec la fierté de ceux qui ont résisté, construit et continuant de rever. Ce jalon historique est l'occasion de réfléchir au passé et d'envisager un avenir plus juste, plus prospérer et plus inclusif.

Une histoire de lutte et de résilience

L'indépendance n'a pas été un cadeau, mais le résultat d'une longue et douloureuse lutte contre le colonialisme. Le peuple angolais en a payé le prix fort : des vies perdues, des familles séparées et des communautés détruites. Malgré sa cellule,

l'adversité suscite la détermination à construire une nation libre et souveraine. L'année 1975 a marqué le début d'une nouvelle ère, mais elle a également apporté d'énormes défis, notamment une guerre civile qui n'a pris fin qu'en 2002.

Ces cicatrices restent graves dans la mémoire collective, témoignant de la force d'un peuple qui, même face aux difficultés, a gardé un espoir en son destin.

Réalisations et défis

En cinquante ans, l'Angola a connu de profondes transformations. Des bâtiments modernes et des pôles d'attraction émergent dans les villes ; des autoroutes relient les provinces et la communication numérique réduit les distances. Le processus de reconstruction, encore inachevé, s'est consolidé comme un pilier de la stabilité nationale.

L'économie, historiquement dépendante du pétrole, a entamé une diversification progressive, avec des investissements dans l'agriculture, le tourisme et l'industrie. Cette transformation vise à réduire les vulnérabilités externes et à créer de nouvelles opportunités.

En matière d'éducation, des milliers d'enfants et de jeunes ont désormais accès à l'école et à l'université, une réalité bien

différente de celle des premières années d'indépendance. La santé publique a également progressé, même si elle continue de faire face à des défis.

Sur le plan politique, l'Angola s'est engagé sur la voie de la réforme et de l'ouverture, renforçant les institutions démocratiques et donnant une plus grande voix à la société civile. Néanmoins, les inégalités sociales, les difficultés économiques et la nécessité d'offrir de meilleures opportunités à tous persistent.

Perspectives futures et défis structurels

Les 50 ans d'indépendance se reflètent non seulement dans les œuvres et les indicateurs, mais surtout dans la vie des gens. La génération qui a vécu la transition de la souveraineté porte des souvenirs de la guerre et de la conquête de la paix, reconnaissant les progrès réalisés en éducation et dans les services de base, malgré les limitations.

Les plus jeunes, qui n'ont pas connu le conflit, voient un pays en construction, avec le défi de consolider les institutions, de lutter contre la corruption et de développer une économie diversifiée. Pour eux, l'avenir passe par le numérique, l'entrepreneuriat et l'intégration dans une économie mondiale.

Le contraste entre les générations révèle le parcours du pays : d'un passé marqué par le sacrifice à un avenir axé sur l'innovation et la participation civique.

À 50 ans, l'Angola continue d'être un projet en évolution. Son plus grand patrimoine ne se trouve pas dans le sous-sol, mais dans son peuple, l'énergie et la résilience restent le moteur pour relever les défis et construire le développement du pays.

Le paquet industriel vert de l'UE ouvre des opportunités et des défis pour l'Angola

L'Union européenne a intensifié sa transition vers une économie industrielle verte avec le Plan du Pacte Vert Industriel, un ensemble de mesures visant à augmenter la production de technologies propres, réduire les dépendances stratégiques et garantir que les importations paient pour le carbone incorporé.

Pour des pays africains comme l'Angola, certains instruments du paquet représentent des risques et des opportunités concrets. Parmi les principaux instruments qui méritent une attention particulière figurent:

- La loi sur les matières premières critiques (CRMA) ;
- Mécanisme d'ajustement des frontières en matière de carbone (CBAM) ;
- Règlement sur la déforestation de l'UE (EUDR).

La CRMA établit des objectifs pour l'extraction, le traitement et le recyclage des matières premières critiques dans l'UE d'ici 2030, pressant les partenaires commerciaux à offrir des garanties de durabilité et des capacités industrielles. Pour l'Angola, pays

riche en minéraux, cela représente une opportunité de devenir un partenaire stratégique mais cela nécessite des investissements dans les chaînes de valeur locales.

Le CBAM, quant à lui, internalise le coût du carbone dans les produits importés de secteurs tels que l'acier, le ciment, l'aluminium, les engrains et l'électricité. Les exportateurs qui ne mesureront pas et ne rapporteront pas les émissions incorporées risquent de perdre en compétitivité. Les secteurs minéraux et industriels angolais sont parmi les plus exposés, mais présentent également des possibilités de modernisation et d'adoption de processus à faible émission de carbone.

La EUDR oblige que des produits tels que le cacao, le café, le soja, le bois, l'huile de palme et le caoutchouc ne proviennent pas de zones déboisées après décembre 2020. La mise en œuvre a été reportée de 12 mois, offrant plus de temps aux opérateurs et partenaires pour se conformer. L'Angola devra investir dans la traçabilité, la certification et l'adaptation des chaînes de valeur dans l'agroalimentaire.

IMPACTS ET OPPORTUNITÉS

Pour les exportateurs angolais, la conformité au CBAM et à l'EUDR exige des systèmes de mesure des émissions, des audits et des certifications de durabilité, des coûts qui peuvent être élevés pour les petites entreprises, mais plus viables pour des projets à grande échelle, comme l'exploitation minière et le raffinage. D'un autre côté, un marché d'opportunités émerge pour les entrepreneurs étrangers, en particulier belges, qui peuvent offrir des services de certification, de comptabilisation du carbone et de technologie de surveillance.

De plus, il existe un potentiel pour la production locale de composants industriels, l'installation de parcs solaires pour alimenter les mines ou les unités de transformation et la création de





projets intégrés d'énergie renouvelable avec l'industrie. L'Angola combine de grandes réserves minérales avec un potentiel d'énergies renouvelables (solaire, hydraulique et éolienne) et des projets logistiques internationaux, comme le Corridor de Lobito, qui facilitent les exportations. Les investisseurs peuvent donc considérer le pays non seulement comme un fournisseur de matières premières, mais aussi comme lieu stratégique pour une industrialisation durable.

PRÉCAUTIONS ET STRATÉGIES

Les experts avertissent que le Green Deal pourrait se transformer en une forme de dépendance réglementaire s'il n'y a pas de financement, de transfert de technologie et de mécanismes de

consultation incluant des pays tiers.

Pour en bénéficier, l'Angola doit réduire son empreinte carbone à la source et structurer des partenariats technologiques et financiers utilisant des instruments européens, comme le Global Gateway. Pour les entreprises belges, la recommandation est claire : cartographier les émissions incorporées, encourager les fournisseurs à adopter des énergies renouvelables et explorer les opportunités d'intégration de l'énergie, de l'industrie et de la certification. Ceux qui se positionnent tôt auront un avantage concurrentiel sur le marché européen, qui valorise de plus en plus la durabilité réelle.

#COMPRAOQUEÉNOSSO

Produire pour prospérer

Produire
pour prospérer



L'Angola parie sur l'agro-industrie comme moteur d'exportations et de sécurité alimentaire

L'Angola, un pays avec plus de 35 millions d'hectares de terres arables et des conditions climatiques favorables, n'exploite encore qu'une fraction de son potentiel agricole. Pour réduire la dépendance au pétrole et diversifier l'économie, le gouvernement a investi dans l'agro-industrie, un secteur stratégique qui combine production, transformation et exportation de produits agricoles et animaux.

MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET PÔLES AGRO-INDUSTRIELS

Depuis l'indépendance, l'Angola s'efforce de moderniser l'agriculture par la mécanisation, des systèmes d'irrigation, des technologies numériques et une assistance technique aux petits agriculteurs. Parallèlement, le pays encourage la création de pôles agro-industriels, qui transforment la production locale en valeur ajoutée, y compris le broyage de céréales, le traitement des fruits, les produits laitiers et les viandes.”

Le projet agro-industriel représente la transition d'une agriculture de subsistance à un secteur structuré”, capable de générer des excédents, de substituer des importations et de fournir des produits pour l'exportation”, affirme un spécialiste en économie agricole.



OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

Parmi les principaux objectifs du projet figurent la réduction de l'importation de produits alimentaires, la génération de devises par le biais des exportations, la création d'emplois dans le milieu rural et la contribution à l'industrialisation du pays. Malgré les défis tels que le manque de financement, des infrastructures insuffisantes et la prédominance de l'agriculture de subsistance, le secteur présente des perspectives positives.

Avec des politiques publiques cohérentes, des investissements privés et des partenariats internationaux, l'agro-industrie pourra se consolider comme moteur des exportations non pétrolières et garantir la souveraineté alimentaire du pays”, souligne un économiste local.

LES INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES ET LES ZONES DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

L'Angola a mis en œuvre des zones de développement agricole dans des régions stratégiques, comme le Haut Plateau et le Cunene, accompagnées d'investissements dans les routes, les entrepôts et la logistique. Ces mesures visent à faciliter l'écoulement de la production vers les centres de consommation et les ports d'exportation.

Le secteur se concentre sur la diversification de la production agricole en mettant l'accent sur des cultures telles que le maïs, le riz, le manioc, les haricots, le soja, le café et les fruits tropicaux, ainsi que l'élevage. La stratégie vise également à moderniser la production et à renforcer l'agro-industrie nationale.



- Projets agricoles et agro-industriels à l'honneur
- Divers Projets sont déjà en cours en Angola, parmi lesquels :
- Aldeia Nova, Waku Kungo (Kwanza Sul)
- Fazenda Pungo Andongo (Malange)
- Périmètre Irrigué du Cunene
- Revitalisation du café à Uíge, Kwanza Norte et Cabinda
- Projets de riz dans le Moxico
- Production de maïs et de haricots dans le Planalto Central (Bié)
- Complexe Agro-industriel Carrinho (Benguela)

Participation de la diaspora

Les Angolais résidant à l'étranger jouent un rôle stratégique dans le secteur, en apportant des investissements, des connaissances techniques et un accès aux marchés internationaux. Ils contribuent à la mise en place de technologies modernes d'irrigation, de mécanisation et de transformation, et facilitent la création de chaînes de valeur pour l'exportation de café, de fruits tropicaux, de miel, de viande et d'autres produits.

Afin d'accroître la participation de la diaspora, les experts recommandent la création de lignes de crédit spécifiques, la facilitation de l'accès à la terre, des avantages fiscaux et des garanties juridiques, transformant ainsi le capital humain et financier en un levier de développement durable.

L'AGRO-INDUSTRIE, PILIER STRATÉGIQUE

Le projet agro-industriel angolais va au-delà de la production agricole et englobe l'ensemble de la chaîne de production, de la transformation à l'exportation. Grâce à l'harmonisation des politiques publiques, des investissements privés et des partenariats internationaux, le secteur a le potentiel de devenir un pilier stratégique de l'économie et de garantir la souveraineté alimentaire du pays.

Calendrier des événements internationaux qui se tiendront en République d'Angola (octobre-décembre 2025)

Au cours des derniers mois de 2025, l'Angola accueillera certains des événements les plus importants du continent africain, qui renforceront le rôle du pays en tant que plaque tournante des affaires, de la logistique et de la coopération internationale.

Pour les investisseurs et les entrepreneurs européens, ces plateformes représentent des occasions uniques de découvrir de près l'environnement commercial angolais, de dialoguer avec les décideurs et d'identifier de nouveaux partenariats stratégiques.

Angola Hub Transporte & Logística Summit 2025 (Sommet sur le transport et la logistique en Angola)

Date : du 15 au 17 octobre 2025

Lieu : Centre de conventions de Talatona, dans la province de Luanda

Cet événement réunira des opérateurs logistiques, des transporteurs aériens et maritimes, des gestionnaires portuaires, des start-ups spécialisées dans la mobilité

et des autorités réglementaires de la région SADC. Axé sur les chaînes d'approvisionnement et la numérisation des transports, il s'agira du plus grand forum d'Afrique australe dédié à ce secteur.

Intérêt pour les investisseurs européens : possibilité d'explorer les concessions dans les ports et les corridors ferroviaires, d'identifier des fournisseurs locaux et de découvrir les plans d'expansion logistique de l'Angola.

7e Sommet Union européenne – Union africaine

Date : 24 et 25 novembre 2025

Lieu : province de Luanda

Pour la première fois, l'Angola accueille le sommet le plus important du dialogue politique et économique entre les deux blocs. La réunion rassemblera des chefs d'État, des chefs d'entreprise et des représentants d'organisations internationales pour discuter de l'intégration économique, du commerce durable, de la numérisation, de l'énergie, de la paix et de

la sécurité.

Intérêt pour les investisseurs européens : opportunité d'aligner les projets sur les priorités de financement de l'UE pour l'Afrique, de découvrir les programmes d'investissement du Global Gateway et d'établir des contacts avec des décideurs institutionnels de haut niveau.

Réunion des zones économiques africaines et sommet sur l'investissement durable en Afrique

Date : du 26 au 28 novembre 2025

Lieu : Zone économique spéciale Lunda-Bengo

Cette réunion rassemblera des représentants de 43 pays africains pour discuter du rôle des zones économiques spéciales dans l'attraction des IDE et la croissance industrielle du continent. Les discussions porteront sur les incitations fiscales, les bonnes pratiques de gouvernance et les opportunités d'investissement durable dans des secteurs tels que l'agro-industrie, l'énergie et la logistique.

Kimpa Vita Figure emblématique de l'Angola-Afrique



La ville de Charleroi, dans le Royaume de Belgique, abrite un parc touristique où se trouve une sculpture en hommage à Kimpa Vita, une figure emblématique de la résistance africaine.

Également connue comme prophétesse populaire, Kimpa Vita est née en 1684 à

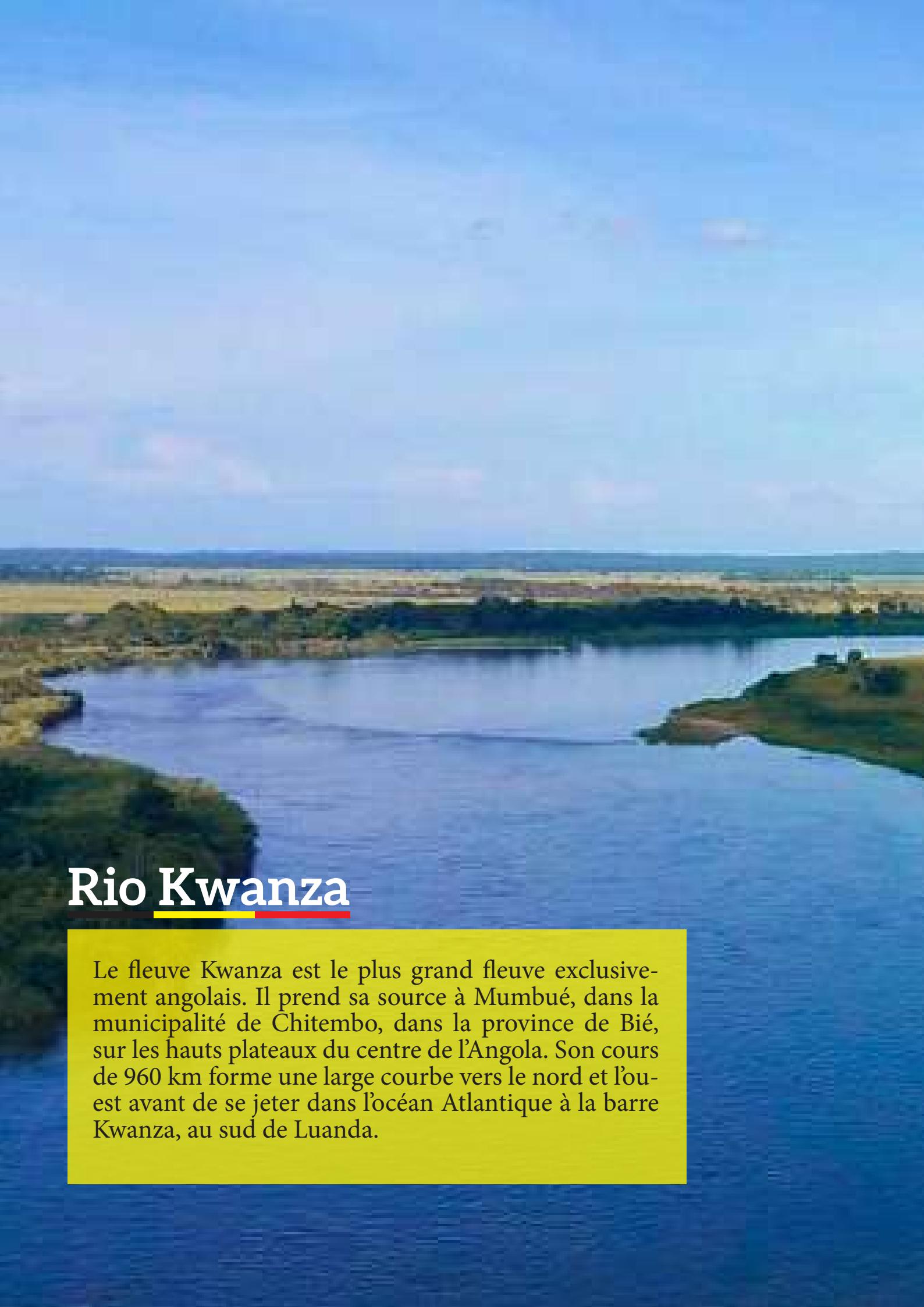
Mbanza Kongo — actuelle province de la République d'Angola. Elle était la leader du mouvement religieux antonianiste, inspiré par la figure catholique de Saint Antoine de Padoue, et a joué un rôle clé dans la défense des traditions culturelles du ancien Royaume du Congo. Son action prophétique et politique a marqué l'une

des premières formes de résistance africaine.

Connue également comme une prophétesse populaire, Kimpa Vita est née en 1684 à Mbanza Kongo actuelle province de la République d'Angola. Elle a été la leader du mouvement religieux antonianiste, inspiré par la figure catholique de Saint Antoine de Padoue, et a joué un rôle clé dans la défense des traditions culturelles de l'ancien Royaume du Congo. Son action prophétique et politique a marqué l'une des premières formes de résistance africaine organisée contre la domination coloniale européenne, en tant que revendication de liberté et de valorisation de l'identité culturelle et spirituelle du peuple africain.

Ainsi, le parcours de Kimpa Vita est marqué par des manifestations religieuses, mêlant christianisme et éléments spirituels africains, ce qui, par la suite, a influencé l'émergence d'églises d'origine africaine comme la Kimbanguiste et la Tocoïste.

La présence de la sculpture sur le territoire européen représente un geste symbolique de reconnaissance internationale de l'importance historique de Kimpa Vita. Plus qu'un hommage individuel, cette reconnaissance souligne l'importance de la lutte africaine pour la liberté, la dignité et la préservation culturelle.



Rio Kwanza

Le fleuve Kwanza est le plus grand fleuve exclusivement angolais. Il prend sa source à Mumbué, dans la municipalité de Chitembo, dans la province de Bié, sur les hauts plateaux du centre de l'Angola. Son cours de 960 km forme une large courbe vers le nord et l'ouest avant de se jeter dans l'océan Atlantique à la barre Kwanza, au sud de Luanda.



AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE D'ANGOLA
AU ROYAUME DE BELGIQUE, AU GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG ET AUPRÈS DE L'UNION
EUROPÉENNE

Avenue Montjoie 165 - 1180 Bruxelles, Belgique-
Email : embaixada.belgica@mirex.gov.ao, angola.embassy.belgium@skynet.be
Tel: +32 2 346 1872 / 346 1880, Fax: +32 2 344 0894



INDEPENDÊNCIA
NACIONAL DE ANGOLA
1975-2025



GOVERNO DE
ANGOLA

mirex.gov.ao
Ministério das Relações Ex-